



Meeting de Pau

Discours d'Emmanuel Macron

12 avril 2017 - Zénith de Pau

Merci à vous, mes amis, merci infiniment !

Cher François, merci pour ces mots, merci pour ces propos empreints à la fois de gravité et d'espoir, qui vous ressemblent et m'honorent. Merci pour tout ce que vous avez dit et que je ne peux pas dire. Merci pour tout ce que vous avez dit et que nous pensons. Merci pour tout ce que vous avez dit et qui explique, si besoin était, le geste politique, personnel, intime, fort, que vous avez décidé de faire, il y a plusieurs semaines, et qui fait que ce soir nous sommes ici ensemble.

Mes chers amis, nous sommes ici aux confins de la France, non loin de la frontière espagnole, près de l'océan, en bordure de ce pays que j'aime tant, parce que nul ici n'oserait confondre le Béarn et la Bigorre, cher Michel. Et je dois dire que le pèlerinage que cette journée m'a permis de faire a remué en moi beaucoup de souvenirs et je vous retrouve ce soir, vous, chers amis du grand Sud Ouest, avec des images d'enfance qui ont défilé toute la journée en moi. Ce trajet, ces routes, je les connais, ce sont celles qui ont jalonné mon enfance puis mon adolescence lorsque, descendant de la Somme pour rejoindre les Hautes-Pyrénées, Bagnères-de-Bigorre, cher Jean-Bernard, l'arrivée des Pyrénées, ce que tout à l'heure, nous voyions ensemble, c'était la promesse de l'arrivée, c'était le pays de Cocagne enfin retrouvé.

Et c'était ma grand-mère que j'aimais tant et que je retrouvais aussi. C'est elle et mon grand-père qui m'ont, pendant des années et des années, conduit à vivre à Bagnères-de-Bigorre, à y marcher, à y courir, à y apprendre le vélo, le ski, à être enraciné dans notre pays. C'est la ville où elle avait appris. C'est la ville où notre école, notre République avaient permis à cette enfant de parents qui ne savaient ni lire ni écrire de se hisser dans la France qui est la nôtre, de devenir elle-même enseignante, puis

Seul le prononcé fait foi.

page 1 sur 10

provisoire, de faire que ses enfants allaient devenir médecins et que je suis ce soir devant vous.

Ce parcours n'était pas uniquement un parcours dans la France, c'est le parcours de la République, celui que nous voulons, celui pour lequel nous nous battons. Et tout aujourd'hui, ce sont ces histoires que j'ai retrouvées. Alors que demain - pour confier un peu de notre intimité -, cela fera quatre ans que ma grand-mère a disparu et qu'elle est aujourd'hui en terre à Montgaillard où nous sommes passés avant de vous rejoindre, je ne peux pas ignorer ce qu'est la promesse de notre pays, ce que ces racines en moi signifient, ce qu'elles imposent, ce qu'elles obligent. Ce que tout ce legs, en chacune et en chacun de nous, nous impose de faire, de défendre cet idéal républicain, cette République vibrante qui fait que chacune et chacun a une chance dans la vie, que chacune et chacun a une place dans notre pays. Parce que c'est cela, l'histoire de la République française.

Et en étant ici à Pau avec vous, nous sommes au cœur de la France, de son projet, de cette énergie que vous incarnez et qui nous fait, cette puissance populaire, cette mobilisation sincère qui nous porte, qui fait que nous sommes certainement en train d'écrire, aujourd'hui, l'une des plus belles histoires de la Ve République. Ici, à Pau, je perçois le poids de l'Histoire de France, avec vous, mes amis, je devine les traces de ce passé qui a peu à peu dessiné les contours de notre identité. Ici, à Pau - et cher François, vous l'avez rappelé -, est né l'un de nos plus grands rois, si ce n'est le plus grand, Henri IV.

Ce roi, il n'avait pas la religion de la majorité des Français, il se convertit pour eux, pour "cette violente amour", par eux et pour devenir leur souverain. Parce que Paris, finalement, valait bien une messe. En 1594, il signa un édit de tolérance, un texte de tolérance qui permit à la France de réussir, de réconcilier son Histoire, l'édit de Nantes. Et on lit rarement le texte de cet édit. On a tort. Je veux vous lire un morceau de son article 2, qui est d'une vibrante actualité. Il écrit: " Défendons à tous nos sujets, de quelque état et qualité qu'ils soient, d'en renouveler la mémoire, s'attaquer, ressentir, injurier, ni provoquer l'un l'autre par reproche de ce qui s'est passé, pour quelque cause et prétexte que ce soit, en disputer, contester, quereller ni s'outrager ou s'offenser de fait ou de parole, mais se contenir et vivre paisiblement ensemble comme frères, amis et concitoyens, sur peine aux contrevenants d'être punis comme infracteurs de paix et perturbateurs du repos public". Frères, amis, concitoyens, la raison du vif souvenir d'Henri IV réside en ces termes. Et ces termes résument ce qui a été parfaitement décrit : il faut tout de même un peu aimer, violemment aimer, pour pouvoir être frères, amis et co-citoyens. Il faut, en même temps qu'on aime, profondément respecter et vouloir vivre ensemble. Mais on ne peut pas demander de vivre ensemble, de respecter une autorité qu'on n'aime pas. Parce qu'alors cette promesse qui seule tient se rétracte.

Il y a, dans ce triptyque, une volonté profonde, celle de rassembler les Français, de dépasser leurs différences, d'effacer leurs dissensions stériles, parfois dangereuses, celle de les faire tenir ensemble, pas seulement par intérêt, pas seulement par contrainte, pas seulement par hasard, mais parce que quelque chose les lie, parce que quelque chose les dépasse. Ce n'est pas une coïncidence si cette ville a choisi François BAYROU pour maire. Parce que vous avez, cher François, tout au long de votre vie, mené cette bataille contre les faux clivages, contre les frontières inutiles, et votre parcours tout entier est l'illustration de cette volonté que nous portons toutes et tous ici ce soir et que chacune et chacun, dans vos histoires politiques si différentes, vous avez portée et parfois construite, de dépasser ces clivages qui empêchent. Et je

Seul le prononcé fait foi.

voudrais que nous puissions ici ce soir tout à la fois rendre hommage à l'Henri IV de Pau et au François BAYROU de Pau qui ensemble ont conduit cet engagement.

Parce que oui, mes amis, la France n'est pas une somme d'individus, la France n'est pas une somme de clans, la France n'est pas un pays qu'on prend tous les cinq ans pour faire gagner un camp contre l'autre, en expliquant à son propre parti et à ses gens « avec moi, la revanche arrive » ou en expliquant à certains « avec moi, le camp va continuer à survivre ». Non, la France ce n'est pas une mosaïque fragile ou une somme de territoires. Depuis des siècles, la France se tient comme un peuple uni par sa langue, uni par sa culture, uni par son Histoire, uni par cette volonté forte et farouche de faire Nation, en aspirant toujours à quelque chose d'autre, à l'universel et à ce qui la dépasse. C'est cela, la France et rien d'autre. Et nous nous battons contre tous ceux qui veulent la réduire.

Et en disant cela ici, mes amis, en disant que la France se tient par cette langue, par sa langue, je dis aussi que cette France indivisible, elle est plurielle, elle a d'autres langues. Elle a ses belles langues régionales si importantes dans ce Béarn et que je veux reconnaître, et que nous reconnaitrons. Elle a toutes ces langues qui de la Bretagne jusqu'à la Corse, doivent pouvoir vivre dans la République, sans en rien menacer la langue française mais en faisant vibrer notre diversité et notre richesse.

Depuis des siècles, malgré les défis et par-delà les crises, les guerres, les dangers, les Français se sont toujours rassemblés pour être frères, amis, « citoyens » comme disait Henri IV. Voilà pourquoi la mémoire d'Henri IV imprègne encore notre présent. Parce que son édit vient mettre un terme aux guerres de religions qui fracturaient le pays, voilà pourquoi nous vibrons. A l'évocation de la fête de la Fédération, parce qu'elle signe l'union des citoyens et la fin du premier acte révolutionnaire. Voilà pourquoi les obsèques de Victor HUGO sont profondément ancrées dans la mémoire collective parce que, l'espace d'une journée, le peuple s'est uni et réuni derrière une même figure. Voilà pourquoi le général DE GAULLE continue d'étinceler, parce qu'il est l'homme qui a su réconcilier la France avec elle-même, qui a œuvré à l'union des mémoires et la réunion des Français et de leur passé.

Voilà, mes amis, pourquoi je suis terriblement optimiste aujourd'hui, parce que je sais en vous voyant, en observant notre mouvement, que nous réussirons, oui, que nous réussirons à rassembler les Français et à réconcilier les France. Et vouloir être président, vouloir être président de la République en France, c'est s'inscrire dans cette lignée, c'est vouloir réconcilier les Françaises et les Français, réconcilier les France : ne pas nier les conflits. Oui, c'est pour cela que je souhaite présider aux destinées de notre pays. Cette tâche, elle est plus difficile à remplir aujourd'hui que jamais, j'en ai conscience. Et oui, cher François, je suis empreint de cette gravité. C'est plus difficile, parce que le monde qui émerge nous inquiète, parce que la mondialisation a accru les inégalités et fragilisé nos classes moyennes. Et c'est pour cette raison que les projets prétendument efficaces ou de réformes radicales se trompent, parce qu'à vouloir briser nos classes moyennes, ils diviseront plus encore le pays, ils feront réussir mieux quelques-uns mais oublierons les autres.

Parce que la révolution numérique est pleine d'opportunités formidables mais elle aussi inquiète et je le sais. Elle inquiète ceux dont les emplois sont menacés, ceux dont le quotidien est bouleversé. La révolution énergétique et environnementale est aussi là. Elle inquiète certains qui veulent la nier mais c'est également une formidable opportunité pour transformer notre pays, faire advenir un nouveau modèle productif, de

Seul le prononcé fait foi.

nouveaux emplois et nous aurons aussi à saisir ce défi. La montée des populismes partout en Europe illustre cette défiance, cette crainte rarement atteinte à l'égard du changement et aujourd'hui notre Europe doute, se fracture et beaucoup jouent avec elle dans notre pays. Aujourd'hui, le risque terroriste est là. Il a encore frappé en Europe, de Stockholm à Londres, en allant jusqu'à Saint-Petersbourg. Nous savons que cette menace est là, présente, et elle inquiète, divise, elle aussi, elle fracture.

C'est la raison pour laquelle, malgré l'optimisme qui m'anime, je sais que le moment est grave. Ce qui est en jeu aujourd'hui, pour nous tous et toutes, ce n'est pas l'alternance, ce n'est pas seulement de passer de gauche à droite, de faire marcher le balancier mécanique de nos institutions. Ce n'est pas seulement de changer de président ou de majorité, non ! L'enjeu qui est le nôtre aujourd'hui mes amis, c'est de retrouver notre unité et cette unité, nous sommes les seuls, les seuls en mesure de la maintenir car tous les autres candidats en lice, sans exception, ne le pourront pas.

Parce que l'extrême droite joue de la désespérance, des craintes et des angoisses et fait commerce du malheur, parce que la droite dure a décidé qu'il fallait maintenant attaquer nos juges, nos institutions et nourrir, en quelque sorte, la détresse morale de notre pays. Parce que les candidats de gauche ont décidé qu'on ne peut unifier un peuple qu'en niant son avenir, qu'on ne peut rassembler les Français qu'en délaissant la véritable idée du progrès, et ils ont renoncé à proposer la voie d'un progrès qui permet à la fois de produire et de redistribuer. Ils ont renoncé à dire la vérité et à parler de l'Europe, et à en porter le projet exigeant, à parler de la production de notre industrie et de la nécessité de la relever, à parler de la nécessité de faire avant que de redistribuer.

Alors comment, comment allons-nous renforcer l'unité de la France ? Eh bien, en croyant à nous-mêmes, en portant un projet optimiste, d'espoir mais d'espoir concret et pragmatique. Celui que nous avons construit ensemble, au quotidien, au concret, en partant des territoires et de leurs initiatives. Un projet qui permet de transformer notre société, de reconnaître ses talents, de porter ses chances partout où elles existent et de reconstruire notre unité ainsi.

Et nous renforcerons d'abord l'unité de la France, en donnant, mes amis, les mêmes droits pour tous. Ce sera notre première bataille. Parce que les Françaises et les Français n'ont pas aujourd'hui droit aux mêmes droits. La retraite : elle dépend du fait que l'on travaille dans le public ou le privé, selon que l'on a une carrière linéaire ou pas, que l'on appartient à un régime spécial ou pas. L'assurance-chômage : il faut être salarié pour y avoir accès. Les congés maternité : les indemnités et la durée varient largement selon que les Françaises sont salariées, profession libérale ou commerçantes. La sécurité : elle dépend de vos quartiers, elle dépend de vos milieux sociaux et elle est devenue profondément, elle aussi, injuste. Voilà ce que nous avons laissé surgir, partout : des régimes spéciaux, des régimes d'exception, des régimes particuliers et donc des injustices véritables. Les Français ne comprennent plus pourquoi leurs voisins touchent plus qu'eux, alors qu'ils travaillent autant, pourquoi ils gagnent plus, alors qu'ils travaillent moins. Voilà ce à quoi, je vous le dis, je veux, avec vous, mettre fin.

Pour renforcer l'unité de la France, nous devons créer l'unité des règles. Nous devons réformer radicalement pour créer l'unité des droits et des devoirs. Nous créerons l'unité des droits par la réforme des retraites, où un euro cotisé donnera lieu aux mêmes droits. Nous créerons l'unité des droits en ouvrant l'assurance-chômage aux

Seul le prononcé fait foi.

indépendants, aux professions libérales, aux commerçants. Nous créerons l'unité des droits pour que les femmes soient à égalité face au congé maternité. Nous créerons l'unité des droits en permettant à toute personne vivant en situation de handicap d'avoir accès à l'école, au travail, dans les conditions les plus semblables aux bien-portants. Nous créerons l'unité des droits en investissant dans la sécurité, en créant une police de sécurité quotidienne, en leur donnant de nouveaux moyens pour lutter, partout dans les quartiers abandonnés de la République, contre l'insécurité qui s'y est installée.

Ensuite, mes amis, nous renforcerons l'unité de notre pays en donnant les mêmes opportunités à tous. La société française, elle déborde d'énergie. Mais nous ne voyons que celle qui passe par les grandes écoles, par les grandes entreprises, par les grandes métropoles. Notre société, elle est aujourd'hui bloquée par les corporatismes, par ceux qui défendent leurs intérêts et leur pré carré. Elle est bloquée par l'entre-soi des élites, par les quelques-uns qui ont les responsabilités et le pouvoir. Je vais vous faire une confidence : je le sais, j'y ai été. Je me suis battu pour cela. J'ai passé des concours, j'en ai raté certains, j'en ai réussi d'autres. Mais j'ai accédé, il fut un temps, à cet entre-soi. Il permet de faire des tas de choses. Mais il ne respire plus. Il a capturé le pouvoir. Il ne faut pas tout détruire, mais il faut l'ouvrir à nouveau, recréer des opportunités pour chacun, pour que ce système respire.

C'est pour cela, en effet, que j'ai dit non. Que j'ai dit non en quittant le gouvernement, pour pouvoir porter notre projet et être ce soir devant vous. Que j'ai dit non, quelques années plus tôt, en quittant l'Élysée - en ne demandant aucune prébende, aucun cadeau, aucune protection, là où beaucoup de mes prédécesseurs étaient toujours partis en demandant un poste - et que j'ai voulu aller au bout de cette logique, pour pouvoir, avec vous, mener notre combat. Et c'est aussi pour cela que j'ai décidé de démissionner de la fonction publique, parce que c'était être libre, c'était être avec vous.

Alors oui, face à cette société bloquée, pour recréer l'unité des Français, l'unité par les opportunités, nous devons avoir un projet ambitieux pour l'école. C'est celui que nous avons construit et celui que je porterai : redonner des opportunités à tous. C'est reconstruire l'école de la République, c'est remettre les heures de cours qui ont été, durant ces dix dernières années, supprimées. C'est remettre les humanités, les classes bi-langues. C'est recréer les études dirigées, pour qu'on puisse enseigner jusque tard aux enfants qui n'ont pas la même chance dans leur famille.

Je veux ensuite recréer l'égalité des opportunités par le travail. Notre projet, c'est un projet de liberté par le travail et dans le travail. C'est ainsi que la vraie liberté, que l'opportunité se reconstruit. Le coeur de notre projet, c'est le travail. Et c'est pour cela que je veux que dans tous les quartiers les plus difficiles de la République, on puisse mettre en place ce système d'emplois francs, qui fait que les jeunes ou les moins jeunes auront un accompagnement durant les trois premières années de leur contrat, lorsqu'ils sont embauchés, pour ne pas laisser les quartiers "politique de la ville" laissés à eux-mêmes. Et là, je pense à nos quartiers, je pense à la ruralité et je pense à l'Outre-mer, cher Thierry, aussi, parce que dans notre France d'au-delà les océans, il y a tant et tant de quartiers, qu'on appelle "politique de la ville", où les chances ne sont pas les mêmes et où, oui, l'accès aux opportunités, il se fait par le travail.

C'est parce que je veux redonner de la liberté pour travailler et pour faire que nous supprimerons le RSI pour les indépendants. C'est pour cela que nous simplifierons le droit du travail, pour le ramener au plus près du terrain, pour redonner aux accords majoritaires d'entreprise et de branche toute leur place. Les bons compromis, la

Seul le prononcé fait foi.

souplesse qui permet de créer, de développer les industries dont nous avons tant besoin, c'est indispensable. Et cette réforme, je la mènerai dès l'été, parce que nous devons aller vite, pour avoir une économie plus efficace, pour relancer nos entreprises et pour créer une vraie réforme économique, à la fois efficace et juste, parce qu'elle recréera des emplois, parce qu'elle donnera des protections, mais au plus près du terrain, dans l'entreprise ou dans la branche professionnelle. Redonner des opportunités et unifier le pays autour de cela, c'est avoir ce projet d'efficacité économique, cher Philippe, que tu portes tant et tant auprès de nos entreprises et de nos entrepreneurs. Mais c'est aussi permettre d'avoir une juste formation pour chacun.

Parce que oui, nous devons en même temps gagner la bataille de la formation professionnelle. C'est comme cela que nous recréerons la justice et l'emploi. Parce que face aux changements qui sont là, devant nous, face aux emplois qui seront détruits, il faut que chacun puisse retrouver un avenir, retrouver un destin, et cela ne peut se faire que par la formation continue et la réforme profonde que nous sommes les seuls à porter, les seuls, c'est celle de notre formation professionnelle, celle qui permettra, par une transformation en profondeur, de former à nouveau les chômeurs, de former les plus jeunes et les moins jeunes, pour aller vers de nouveaux métiers. Nous devons former, durant le quinquennat à venir, plusieurs millions de nos concitoyens. Et c'est aussi cela, le sens du plan d'investissement que nous portons.

Redonner les mêmes opportunités, c'est aussi le faire par la culture. C'est pour cela que dans notre projet, il y a l'ouverture des bibliothèques, il y a le passeport culture et il y a cette volonté, partout sur le territoire et dans cette magnifique ville de Pau, où les arts vivants ont un rôle formidablement important et où, je le sais, ici, il y a plusieurs grands représentants du monde culturel. Je le redis, ce projet d'émancipation que nous portons, cette volonté de libérer notre société, de recréer des opportunités pour chacune et chacun, passera aussi par un projet culturel ; passera aussi par la capacité à redonner l'accès à toutes et tous, d'où qu'il vienne, à la culture, au théâtre, au livre, à la danse, à la musique, au spectacle de rue, au cinéma. C'est cela, ce qu'est notre identité dont tant et tant parlent, mais qu'ils connaissent si mal.

Renforcer l'unité de notre pays, c'est aussi réconcilier nos territoires. Et c'est fondamental. Parce que oui, il y a une France qui triomphe, qui n'a pas peur de la mondialisation : celle des métropoles, celle des start-up, des grandes universités, d'une jeunesse ou de catégories sociales qui voyagent, sont devenues nomades et savent que le monde qui se transforme est une opportunité pour eux. Et il y a une France qui doute, qui s'inquiète : celle de la ruralité, celle des montagnes où nous étions tout à l'heure ensemble, cher Michel, celle de l'hyper-ruralité dont on parle tant, celle de l'Outre-mer, celle des villes moyennes, de cette France périphérique dont certains ont parlé. Celle-là, elle a vu ses chances parfois s'effiloche. Elle se dit "pour ce monde, mes enfants n'auront pas la même place." Alors oui, tout le projet que nous portons, ce projet de mobilité économique et sociale, d'émancipation par l'école et le travail, c'est la première des réponses. Mais nous devons aussi porter un projet de réconciliation des territoires.

Et pour cela, pour réconcilier les territoires, je supprimerai les impôts injustes et j'exonérerai ainsi quatre Français sur cinq de la taxe d'habitation. Pourquoi ? Parce que c'est un impôt qui pèse surtout sur les classes moyennes dans les petites villes, dans la ruralité, dans la périphérie. C'est un impôt qui est plus faible dans les grandes métropoles. Alors les communes n'auront pas d'effet négatif de cette mesure : elles seront remboursées par l'État. L'évolution sera suivie, pour la compenser aussi, pour

Seul le prononcé fait foi.

les maires bâtisseurs, et l'autonomie fiscale sera préservée. Mais c'est une mesure de justice pour les territoires et pour les classes moyennes.

Pour réconcilier les territoires, je remettrai des services publics, en développant les maisons de service public. Pour réconcilier les territoires, je me battraï pour l'accès à la santé de tous, en particulier dans les déserts médicaux. Et c'est pour cela que nous doublerons le nombre de maisons de santé. Pour réconcilier les territoires enfin, mes amis, j'éliminerai les zones sans réseau, pour que chacun puisse accéder à Internet et travailler, vivre dignement dans notre pays. Nous donnerons dix-huit mois aux opérateurs pour finir le travail qui doit être le leur et déployer ces réseaux. A l'issue de ce délai, l'État prendra ses responsabilités et investira lui-même.

Mais pour renforcer l'unité du pays, nous devons aussi réconcilier les générations. C'est indispensable. On ne peut pas aujourd'hui essayer de miser sur la France qui doute, celle qui a peur, en oubliant totalement, dans les débats qui sont les nôtres, la jeunesse française. Car oui, aujourd'hui, quelles sont les questions qui nous sont posées ? Quel monde veut-on léguer à la jeunesse ? Comment réconcilier les générations si on décide de sacrifier l'intérêt des plus jeunes ? Alors oui, la dette est un sujet fondamental, parce que c'est le problème de la jeunesse d'aujourd'hui et de demain, et nous devons nous en saisir.

C'est pour cela que nous ferons soixante milliards d'euros d'économies d'ici la fin du quinquennat, soixante milliards par an, de manière durable. Pourquoi ? Parce que nous devons réduire nos dépenses. Nous le ferons de manière responsable, sans tout casser, et en investissant. Mais parce que ceux qui promettent, aujourd'hui, des cadeaux sans contreparties, ils augmenteront ou bien les impôts, qui sont les vôtres, ou bien la dette, qui sera celle de nos enfants. Parce que ceux qui ne promettent que la purge, sans investir, sacrifient de la même façon l'intérêt des générations à venir, parce qu'ils s'interdisent de prendre le changement qui vient. Alors nous, nous économiserons et nous investirons.

S'occuper de notre jeunesse, c'est aussi investir dans l'écologie. C'est aussi choisir le tournant environnemental. C'est aussi décider d'investir massivement, comme nous le ferons, sur la rénovation thermique des bâtiments publics et privés, sur l'économie circulaire, que nous devons transformer, et où nous devons être leader, sur la réduction des gaz à effet de serre, sur une nouvelle économie qui est aussi une nouvelle écologie. C'est notre responsabilité, pour nous et pour nos enfants.

Alors oui, vous l'avez compris, le projet qui est le nôtre, c'est bien celui de réunifier le pays, de le réconcilier, entre ses différentes classes sociales, entre ses différents territoires, entre ses générations, de le réconcilier en lui donnant des droits, des opportunités qui soient les mêmes pour chacune et chacun.

Mais cela ne sera pas suffisant. Si nous voulons aller au bout de ce travail, c'est aussi notre démocratie que nous devons transformer. C'est aussi notre paysage politique que nous devons profondément bouleverser. Cette campagne le montre et je vous le dis avec beaucoup de gravité : cette campagne, elle est faite chaque jour d'affaires, de soubresauts, d'attaques. Elle est comme dans l'évitement, pour chacune et chacun, de parler du lendemain ou des problèmes qui sont les nôtres. Elle est l'expression d'une colère sourde, celle que les Françaises et les Français ne se sentent plus pleinement représentés, que quelque chose nous a comme collectivement échappé d'une capacité à dire les maux du pays et à lui proposer un avenir.

Seul le prononcé fait foi.

Notre démocratie est malade, oui. Et nous devons regarder ce moment en face, avec beaucoup de responsabilité. Parce que face à cela, la tentation de nos concitoyens pourrait être les extrêmes, aux propositions intenable, à la volonté de fermeture, qui proposent de trahir l'Europe et de la bouleverser profondément. Ou c'est d'oublier toute forme de rapport à la moralité, aux exigences personnelles et de se dire "faisons comme on a toujours fait, mais ce faisant, ne réglons rien". Nous devons regarder en face le doute chez nos concitoyens, nous devons écouter cette colère, mais pour véritablement transformer les choses, le faire en actes, le porter jusqu'au bout, reconstruire ce lien entre la Nation, notre peuple, l'action politique, notre campagne et demain, ce que devra être le fait de présider, de gouverner et de légiférer.

Pour ce faire, mes amis, je veux partager, pour conclure, quelques convictions. J'en ai une première : pour être à la hauteur du moment que nous vivons, ne promettons pas le Grand Soir, ne promettons pas de déchirer des constitutions, d'en faire de nouvelles. Faisons fonctionner celle-là, parce qu'elle a su fonctionner par le passé. Sachons retrouver l'exigence de nos institutions et en même temps le cœur vibrant d'une démocratie que vous faites vivre. Sachons entendre le terrain, sachons reconnaître la vitalité qui existe partout sur les territoires. Nous devons d'abord avoir des résultats. Nous devons d'abord conduire les réformes que nos concitoyens attendent sur le plan économique, social, en matière de sécurité. Mais en même temps, nous devons changer nos pratiques, profondément.

En premier lieu, c'est la pratique présidentielle que je veux changer. Le président, je veux le redire, c'est le garant de la confiance, c'est le garant de l'équilibre même, de nos institutions. Je vous le redis ce soir : pour moi, présider, ce n'est pas gouverner. Pour moi, si le pays est aujourd'hui si malheureux, c'est qu'on a fait croire qu'un homme pouvait être responsable de tout et en charge de tout. Le président n'est pas quinze ou seize fois ministre, le président n'est pas l'homme du quotidien ou la femme du quotidien et de l'anecdote. Il est celui qui donne un sens, un cap, une vision, qui met des mots sur ce que nous vivons, qui porte le destin de la France, dans son Histoire, en Europe et dans le monde, qui porte la responsabilité pour les années à venir de ce qu'est l'Histoire française, et européenne au premier chef. Et donc je veux être un président dont la parole sera comptée, dont l'autorité sera respectée, dont la vision sera comprise et partagée. Je veux vous le dire de manière simple : je veux être un président qui redonne confiance en faisant confiance.

C'est pour cela que je nommerai un gouvernement resserré, paritaire, où la compétence sera le critère et pas le poids politique ou l'existence politique de chacun. C'est pour cela que je veux un Parlement fort, qui fasse vivre la responsabilité politique des ministres, devant lequel j'irai, chaque année, une fois, m'exprimer pour rendre compte, un Parlement fait de femmes et d'hommes, où nous, nous allons proposer autant de candidates que de candidats, où nous allons proposer des femmes et des hommes qui, pour moitié au moins, seront neufs à la vie politique, seront de nouvelles figures ; où nous allons proposer des femmes et des hommes qui seront probes, parce que nous changerons la loi et parce que nous le ferons dès maintenant. Et donc sans attendre la loi, dès nos investitures, il n'y aura aucune femme, aucun homme, investi(e) avec un casier judiciaire ou déjà inéligible. Parce que nous voulons aussi renouveler notre vie politique et ses pratiques, nous porterons le pluralisme politique fondateur qui est le nôtre, où plusieurs familles politiques dans leur identité reconnue, seront là présentes, travaillant enfin ensemble, conjurant cette fatalité française qui en fait le malheur, celle de ce petit clivage.

Seul le prononcé fait foi.

C'est pour tout cela, mes amis, que ce que nous portons, ce que vous êtes ce soir, ce que nous sommes là, c'est le projet de l'alternance profonde, réelle, non pas celle du tic-tac entre la droite et la gauche, mais l'alternance d'une offre politique nouvelle, d'un vrai renouvellement des visages et des usages, l'alternance de l'efficacité qui permettra à tous et toutes, progressistes qui partagent les mêmes valeurs et viennent de familles politiques si différentes, de travailler ensemble, de porter un projet concret, de faire pour notre pays, enfin, ensemble. C'est cela ce que nous allons, dans les prochains jours, réussir.

Alors, je dois dire que tout à l'heure, sur le col du Tourmalet, le Président PELLIEU me disait "mais nous, on a fait du MACRON bien avant tout ça !" Et c'est vrai que dans la région, vous avez déjà été très en avance, et vous avez su détourner, contourner, ouvrir, toi aussi, Michel, à Biarritz, et partout ailleurs, vous avez su, comme ça, aller au-delà des clivages passés. Mais cette expérience régionale, nous, nous allons la conduire plus loin. Nous allons la généraliser pour transformer le pays, parce que ce bon sens, bigourdan, béarnais et basque, j'en ai envie pour toute la France !

Et puis enfin, parce que je veux être ce président qui redonne confiance parce qu'il fait confiance, au-delà du gouvernement, au-delà du Parlement, je veux que nous reconnaissons la force même du peuple, des territoires, des associations, des élus, des entreprises, de ce que vous êtes, là, dans cette salle. Oui, le pouvoir que nous voulons prendre, il est là pour changer la vie politique française et ses équilibres, pour transformer profondément le pays et mener la réforme vraie, parce que la réforme juste. Mais c'est aussi un pouvoir que je veux pouvoir vous rendre, au quotidien. Et je veux donc que nous menions un travail en profondeur - et nous le ferons dès l'été - de simplification radicale de nos lois, de nos textes, pour réduire le nombre de normes, pour redonner du pouvoir aux territoires, aux élus, aux préfets, aux services de l'État, pour décider au plus près du terrain, plutôt que faire des lois, à chaque fois que l'occasion se présente. C'est essentiel.

Et donc oui, c'est dans un esprit girondin, dans cette volonté de refaire confiance aux territoires, aux associations, aux forces vives, que je veux présider, parce que tant et tant de solutions sont là, concrètes, qui ont porté notre projet et notre initiative. Je veux que demain, quand nous aurons gagné, parce que nous allons gagner, vous puissiez, au quotidien, les porter encore.

Mesdames et Messieurs, frères, amis, concitoyens, voilà les mots de l'unité. Mes amis, je vais vous dire pourquoi nous ne pouvons pas perdre, pourquoi nous allons gagner. Parce que nous sommes la seule force de rassemblement aujourd'hui, pour le pays. Parce que nous sommes les seuls qui ne veulent pas, aujourd'hui, le fracturer, le renvoyer à un clan, le renvoyer à la haine ou au repli, le renvoyer à une revanche ou à une régression. Nous allons gagner, mes amis, parce que nous sommes les seuls qui veulent réconcilier les France.

Nous allons gagner parce que nous sommes l'audace, l'audace qui veut réconcilier et il nous reste onze jours. Onze jours pour, partout, réduire les fractures, onze jours pour réconcilier, onze jours pour réunir, onze jours pour faire peuple, onze jours pour oser, onze jours pour ne jamais hésiter, onze jours pour porter cet optimisme volontaire qui est le nôtre et pour changer à jamais le visage de la France, le visage de la France en Europe, le nôtre. La page que nous allons tourner, elle est historique, elle est à portée de main, elle est à nous. Je compte sur vous ! Onze jours et nous allons gagner !

Seul le prononcé fait foi.

Vive la République ! Vive la France !
Merci à vous !

(Marseillaise)

Aller plus loin

Le replay >

youtu.be/_F_HQuyp3v4

Article sur en-marche.fr >

en-marche.fr/article/meeting-macron-pau-video

Suivez Emmanuel Macron

